

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALLOO FRANCE SA

325 rue du Général Delestraint
59580 Aniche

Références : V2.2026.081
Code AIOT : 0007004044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement GALLOO FRANCE SA implanté 325 rue du Général Delestraint BP 107 59580 Aniche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La loi AGECE du 10 février 2020 a mis en place de manière opérationnelle une filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) pour les véhicules hors d'usage (VHU).

Les voitures particulières, les camionnettes, les véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur, relèvent désormais du principe de responsabilité élargie du producteur, afin d'en assurer la reprise sur tout le territoire.

Cela se traduit par une obligation, pour les opérateurs qui réceptionnent et traitent des VHU, d'être en contrat avec un éco-organisme ou un système individuel agréé pour la filière.

Cette obligation de contrat s'applique à toutes les installations concernées par la rubrique 2712-1 ainsi qu'aux installations disposant uniquement d'un agrément en vigueur. Cette obligation de

contractualisation est en vigueur depuis le 1er janvier 2024.

L'objectif de la présente inspection est de s'assurer que le centre VHU GALLOO à Aniche a rempli cette obligation.

La présente inspection fait également suite au contrôle inopiné d'octobre 2025 mandaté par la DREAL dont les résultats ont mis en avance un dépassement de deux fois la valeur limite d'émission pour le paramètre Fer + Aluminium dans les rejets aqueux du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE SA
- 325 rue du Général Delestraint BP 107 59580 Aniche
- Code AIOT : 0007004044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les principales activités mises en œuvre par la société GALLOO France sur son site d'ANICHE sont :

- Le broyage de métaux ferreux et d'alliages de résidus métalliques ferreux ;
- La dépollution, le démontage et le broyage des véhicules hors d'usages (VHU) ;
- La dépollution et le broyage de déchets d'équipements électriques (DEEE) de type "gros blanc hors froid", tels que machines à laver, ... ;
- La collecte, le tri, le stockage et le broyage de métaux ferreux et non ferreux (aluminium, cuivre, zinc, inox, plomb, ...) ;
- L'entretien, la maintenance et la réparation des engins du site. Ces activités de travaux mécaniques se tiennent dans l'atelier de maintenance.

Le site dispose d'un broyeur de capacité moyenne de 50 t/h et d'une capacité maximale de 350 t/j.

L'alimentation du broyeur se fait par des chargeuses (type pelle grappin). Les matières introduites (DEEE, VHU, métaux, ...) sont introduites par campagne séparée, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de broyage simultané de DEEE et de VHU.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3532 : valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour (traitement en broyeur...) sous le régime de l'autorisation ;
- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, sous le régime de l'autorisation ;
- 2791-1: installation de traitement de déchets non dangereux, sous le régime de l'autorisation ;
- 2712-1 : installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage sous le régime de l'enregistrement;
- 2713-1 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, sous le régime de l'enregistrement;
- 2710-2 : Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, sous le régime de l'enregistrement.

L'activité du site est notamment encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé du 17/12/2021 complété par arrêté du 27/01/2022.

L'activité du site est également réglementée par l'arrêté du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Illégaux déchets
- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	AP Complémentaire du 17/12/2021, article 4.4.12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Identification des effluents - localisation des points de rejet	AP Complémentaire du 17/12/2021, article 4.4.5	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26 et R. 543-155-1 (II)	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais des VHU	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
3	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet
4	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	AP Complémentaire du 17/12/2021, article 4.4.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un contrat signé avec l'éco-organisme "Recycler mon véhicule" et respecte

les dispositions réglementaires liées à son activité qui ont été contrôlées lors de la visite d'inspection.

Concernant le dépassement sur le paramètre Fer+Alu constaté lors du contrôle inopiné mandaté par la DREAL en octobre 2025, l'exploitant indique à l'inspection que le laboratoire ayant réalisé le prélèvement a sans doute mis la sonde de prélèvement trop profondément dans le bassin, sans que cela ne soit justifié. En effet, l'ensemble des paramètres affiche des concentrations plus élevées que celles des mois précédents et suivants. L'exploitant propose de mettre en place une procédure détaillée à remettre au laboratoire lors de sa prochaine venue et l'inspection propose de compléter le mandat d'intervention du laboratoire.

Le contrôle inopiné ayant eu lieu en février 2025, était, lui, cohérent avec l'autosurveillance du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26 et R. 543-155-1 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le contrat avec l'éco-organisme "Recycler mon véhicule". Ce contrat a été signé par l'exploitant le 21/08/2025. Compte tenu de l'existence du contrat signé avec "Recycler mon véhicule", les dispositions de l'article L.541-10-26 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligation de reprise sans frais des VHU

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi

que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il reprenait les véhicules sans frais. Par ailleurs, pour la plupart des véhicules réceptionnés, l'exploitant reverse une compensation au détenteur du VHU, dont le montant dépend du cours de la ferraille et du poids du VHU. L'exploitant a indiqué ne pas réaliser de collecte / enlèvement de véhicule. Ce mode de fonctionnement est conforme aux dispositions du II de l'article R.543-155.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2026, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant est inscrit dans Trackdéchets. L'inspection a pu, par sondage, consulter des bordereaux relatifs à la réception de plusieurs véhicules dépollués (ex : bordereau daté du 13/01/2026, code déchet 16 01 06 pour 4.29 tonnes). Le site reçoit assez peu de véhicules provenant de particuliers, mais plutôt de centres VHU qui ont émis le bordereau de suivi de VHU. L'exploitant Galloo à Aniche réceptionne ces VHU et les broient (ou les dépolluent puis les broient).</p> <p>Par ailleurs, l'inspection rappelle l'existence de la foire aux questions disponible ici sur le sujet des bordereaux : https://faq.trackdechets.fr/vhu/informations-generales/questions-frequentes-relatives-au-bs-vhu. Cette foire aux questions prévoit qu'il n'y a pas traçabilité entrante à établir pour le Centre VHU qui reçoit un VHU d'un particulier (dont il est le propriétaire et hors situation irrégulière).</p>

L'inspection considère que le mode de fonctionnement présenté par l'exploitant, sur les cas observés lors de la visite d'inspection, est conforme aux dispositions du I de l'article R.541-45 ci-avant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/12/2021, article 4.4.7
Thème(s) : Actions régionales, Effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de matières flottantes - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques inflammables ou odorantes, - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - température : 30+C - pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle inopiné a été mandaté par la DREAL et a eu lieu du 20/10/2025 au 21/10/2025 sur le rejet EAU n°3.</p> <p>Les effluents collectés, lors du prélèvement par le laboratoire mandaté, avaient comme caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ph : compris entre 7.8 et 8.5 - température : comprise entre 13.4°C et 13.8 °C - débit : compris entre 0.2 m³/h et 38.5 m³/h. <p>Le contrôleur n'a pas fait de commentaire concernant l'état de l'effluent collecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/12/2021, article 4.4.12
Thème(s) : Actions régionales, Effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement public ou au milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :</p>

	Rejets n°2 et 3
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
Matières en suspension	250
DCO	400
Hydrocarbures totaux	5
Plomb	0.3
Nickel	0.5
Cuivre	0.5
Chrome	0.15
Zinc	2
Cadmium	0.05
Mercure	0.005
Cyanure libres	0.1
Manganèse	1
Fer, aluminium et ses composés	5
Indice phénol	0.2

AOX	1
Arsenic	0.05

Constats :

Comme évoqué dans le point de contrôle précédent, un contrôle inopiné a eu lieu du 20/10/2025 au 21/10/2025, mandaté par la DREAL, sur les rejets eau n°2 et 3.

L'exploitant a informé l'inspection que le point de rejet n°2 n'était toujours pas créé. Ce sujet est évoqué dans le point de contrôle suivant.

Concernant le rejet n°3, les résultats obtenus pendant ce contrôle sont conformes aux valeurs limites d'émission reprises dans la prescription ci-avant, hormis pour le paramètre fer, aluminium et ses composés qui affichent le résultat suivant : 11.6 mg/l au lieu de 5mg/l.

En observation à ce contrôle il est indiqué :

- par le laboratoire : positionnement de la crépine en partie basse de la rétention car rétention faible

- par l'exploitant (le jour de l'enlèvement) : "crépine position fond du bac (potentiel lit de boue)".

Un autre contrôle inopiné a eu lieu le 24/02/2025 sur les mêmes paramètres et n'avait pas pointé de remarques particulières dans les conditions de prélèvement. Les résultats de ce contrôle n'avaient pas mis en évidence de dépassements. Ce contrôle avait également permis à l'exploitant de comparer ses propres résultats d'autosurveillance aux résultats du laboratoire. Les résultats de l'autosurveillance de l'exploitant étaient cohérents avec ceux de laboratoire.

Les résultats du contrôle inopiné du 20/10/2025 sont très différents de ceux de l'exploitant sur l'ensemble des paramètres lorsque ce dernier compare ses résultats de novembre (04/11/2025) et d'octobre (02/10/2025), ce qui peut laisser supposer :

- que le dispositif de prélèvement a été mis en place un peu trop profondément dans le bac du venturi,
- que le bac du venturi n'est pas propre.

Par ailleurs, il est à noter que les effluents qui passent dans ce venturi sont ensuite envoyés (via une pompe de relevage) dans un bassin de décantation avant évacuation vers le réseau public d'assainissement.

L'inspection accepte les explications de l'exploitant et ne considère donc pas ce dépassement, mais formule des demandes sur la procédure à tenir à disposition du contrôleur et sur le nettoyage du bac (cf. ci-après).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure indiquant le mode de réalisation du prélèvement et le risque d'introduire le dispositif trop profondément dans le bac.

L'inspection demande également à l'exploitant de prévoir de nettoyer ce bac régulièrement afin de le maintenir dans un état ne permettant pas de perturber les prochaines analyses. Les modalités de nettoyage et la fréquence seront transmises à l'inspection dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Identification des effluents - localisation des points de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/12/2021, article 4.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Le schéma ci-dessous reprend le circuit d'eau sur le site :

Point de rejet vers le milieu récepteur	1	2	3
Nature des effluents	Eaux sanitaires	Eaux pluviales de toiture	Eaux pluviales de voiries, eaux de lavage des engins et d'arrosage des voies de circulation, eaux des aires de stockage et de broyage des métaux, eaux pluviales de toiture des bâtiments à proximité du broyeur.
Traitement avant rejet			Bassin de rétention et de décantation (volume utile de 200 m3) S é p a r a t e u r d'hydrocarbures de 70l/s avec dispositif de pompage et vanne de régulation
Dispositif particulier			Vannes d'obturation en amont et en avant du bassin de décantation

			décantation
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	R é s e a u d'assainissement communautaire d'Aniche puis Station d'épuration de Somain	R é s e a u d'assainissement communautaire d'Aniche puis Station d'épuration de Somain	R é s e a u d'assainissement communautaire d'Aniche puis Station d'épuration de Somain
Exutoire final	Courant de la Fontaine	Courant de la Fontaine	Courant de la Fontaine
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet accordée par la Communauté de Commune Coeur Ostrevent	Autorisation de rejet accordée par la Communauté de Commune Coeur Ostrevent	Autorisation de rejet accordée par la Communauté de Commune Coeur Ostrevent

[...]

Le point de rejet n°2 est créé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

[...]

Constats :

Le contrôle inopiné et la présente visite d'inspection ont permis de constater que l'exploitant n'avait pas mis en oeuvre le point de rejet n°2 demandé dans les 6 mois suivant la notification de l'arrêté daté du 17/12/2021.

L'exploitant avait transmis un dossier de porter à connaissance en 2023 étudiant la possibilité d'infiltrer une partie des eaux pluviales de toiture.

Puis en 2025, l'exploitant a indiqué que le projet n'était plus faisable en l'état.

Par ailleurs, l'exploitant souligne que le réseau d'assainissement public n'est pas séparatif.

L'inspection souligne de plus que, l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui s'applique à l'exploitant, dispose

- article 27 :

"Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique"

- article 30

<p>"Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits"</p> <p>Le projet d'infiltration ne semble pas pouvoir être mis en œuvre compte tenu des dispositions précitées, à moins de démontrer l'absence d'impact sur le milieu.</p> <p>Dans tous les cas, il convient de mettre en œuvre le point de rejet n°2 en lien avec les eaux pluviales de toiture dans les meilleurs délais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose au préfet, de mettre en demeure l'exploitant de disposer d'un point de rejet séparatif (n°2) pour ses eaux pluviales de toiture.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>